

la religieuse observation des articles du traité favorables à ses compatriotes. Tel fut le traité de Cordova, que les prétendus hommes d'État de la Péninsule critiquèrent avec tant d'amertume et tant d'ignorance du pays et des événements. Iturbide, dans ses Mémoires, a défendu la conduite du vice-roi par cette seule phrase : Il n'avait pas le choix d'agir autrement. Ou signer ou se rendre, telle était la cruelle alternative qui lui était offerte. Ne pas signer dans ce moment d'exaltation populaire, c'était compromettre l'existence de tout ce qui s'appelait Espagnol ; c'était priver le trône de toutes les concessions que les vainqueurs lui faisaient ; c'était ne pas réserver une seule chance à l'avenir. Les avantages, à la vérité, n'étaient pas égaux ; la meilleure part revenait aux insurgés, qui, obtenant la capitale sans combattre, assuraient le triomphe de la révolution.

A peine eurent-ils pris possession de Mexico, qu'ils organisèrent le nouveau gouvernement, qui se composa d'une régence de cinq membres et d'une junte de trente-six. Tout le pouvoir exécutif fut concentré dans cette régence, présidée par Iturbide, qui fut en même temps créé généralissime et grand amiral, avec cent vingt-cinq mille dollars de traitement.

Jusqu'alors cet ambitieux soldat n'avait point connu d'opposition ; il semblait traîner la nation à sa suite ; pas une voix ne s'était élevée en faveur de l'Espagne. Mais toute cette apparente unanimité s'évanouit à l'instant même où l'on discuta la forme du gouvernement futur. La junte, dont le premier devoir était de préparer le projet de convocation d'un congrès national, agissant sous l'influence d'Iturbide, prit uniquement pour base le plan d'Iguala, et elle décida que les nouveaux députés ne seraient admis à siéger au congrès qu'après avoir juré obéissance à ce programme constitutionnel. Les vieux insurgés s'indignèrent de cette disposition, qu'ils regardaient comme un attentat à la souveraineté nationale ; comme restreignant

illégalement le pouvoir des électeurs, auxquels on devait laisser toute liberté d'approuver ou de rejeter, par l'intermédiaire de leurs représentants, ce qui avait été fait en leur nom, mais sans leur autorisation. Les hommes les plus marquants entre les généraux, Guadalupe Victoria, Bravo et Guerrero, ainsi que bon nombre de militaires et de citoyens, soutenaient cette opinion libérale. On voit que des germes de mécontentement étaient semés dans le congrès avant même l'ouverture de la session.

Les cortès se réunirent le 24 février 1822, et se divisèrent bientôt en trois partis très-distincts : les bourbonistes, c'est-à-dire, les partisans du plan d'Iguala, avec un prince de la maison royale d'Espagne ; les républicains, préférant à toute monarchie constitutionnelle une république centrale ou fédérative ; enfin, les iturbistes, voulant faire un roi de leur héros, et adoptant tout le plan d'Iguala, moins l'article favorable à la maison d'Espagne. Suivant l'usage, chacune de ces grandes fractions de la chambre se regardait comme le seul parti national, et n'entendait à aucune transaction.

Les bourbonistes cessèrent bientôt de compter comme parti : le décret des cortès de Madrid, qui déclarait nul le traité de Cordova, les mit hors de la lutte ; elle ne resta plus engagée qu'entre les iturbistes et les républicains. Ceux-ci, suivant la tactique des républicains de tous les pays, se mirent à déclamer contre la prodigalité ruineuse de la régence, et surtout de son président. Iturbide, à son tour, les accusa d'ingratitude envers l'armée, aux dépenses de laquelle ils refusaient de subvenir. L'irritation devint plus vive encore, lorsqu'on proposa, dans le congrès, de réduire cette armée, de soixante mille, à vingt mille hommes, et de remplacer les soldats licenciés par des miliciens. Iturbide, qui connaissait toute la portée du coup que ses ennemis voulaient lui porter, en le privant de son plus puissant appui, s'opposa énergiquement à cette mesure ; elle n'en fut pas moins adoptée à une assez forte

majorité. Vers la même époque, le congrès, toujours hostile au président, déposa trois des membres de la régence, n'en laissant qu'un seul en place, ennemi d'Iturbide, dans le but de rendre son vote nul dans toute délibération politique. On alla même, dans une autre séance, jusqu'à présenter un projet de loi qui déclarait le commandement de l'armée incompatible avec les fonctions du pouvoir exécutif. Il n'était plus permis aux amis d'Iturbide de se faire illusion sur le déclin de son influence ; ils demeurèrent convaincus qu'il fallait se hâter d'organiser un mouvement populaire pour le porter sur le trône, si l'on voulait profiter du moment où le souvenir de ses services n'était pas encore éteint. Leurs mesures furent concertées avec rapidité ; aucun homme de rang ne fut employé ni même mis dans le secret. Ils ne s'adressèrent qu'aux sous-officiers et aux officiers non commissionnés de la garnison, très-dévotés à Iturbide. Ils avaient à leur tête un sergent du premier régiment d'infanterie de ligne, un nommé Pio Marcha, le plus exalté de tous ; on avait réuni pour le seconder une foule de leperos (lazzaroni), ces misérables vagabonds dont les rues de Mexico sont remplies. Tout ce rassemblement se porta devant la maison d'Iturbide, dans la nuit du 22 mai 1822, et le proclama empereur, sous le nom d'Augustin I<sup>er</sup>. Les cris, les vivats, les feux de joie se succédèrent jusqu'au jour. Aucune des manœuvres hypocrites que les usurpateurs pratiquent en pareil cas, pour simuler une apparence de liberté et de vœu national, ne fut négligée en cette occasion. Iturbide parut hésiter, afin qu'on semblât lui faire violence. Il publia une proclamation équivoque, qui encourageait le mouvement commencé sous l'apparence de le modérer, en même temps qu'il prenait sous main toutes les mesures nécessaires pour parvenir à ses fins. Le lendemain, le congrès fut extraordinairement convoqué pour prendre part à cette parade politique. Les agents d'Iturbide commencèrent par obtenir un décret qui lui ordonnait de se rendre

au sein de l'assemblée. Il y vint, accompagné de quelques militaires de divers grades. Les tribunes étaient remplies par ses partisans armés. Les cris de cette multitude couvraient la voix des députés indépendants, et ses acclamations encourageaient l'éloquence des députés vendus. Iturbide, se drapant du manteau de l'hypocrite, réclamait la liberté de la parole pour ses adversaires, et suppliait la populace des tribunes de les écouter avec bienveillance. La fin de ce pitoyable drame fut ce qu'elle devait être : l'élection d'Iturbide, proposée et discutée, reçut la sanction d'une assemblée qui n'était pas libre. Sur cent quatre-vingt-deux députés, dont le congrès devait être composé, quatre-vingt-quatorze seulement se trouvèrent présents ; soixante-dix-sept votèrent pour l'élection, deux se retirèrent sans voter, et quinze se prononcèrent pour la négative, déclarant qu'il leur paraissait indispensable d'en référer à leurs commettants et d'en obtenir des pouvoirs spéciaux. A son retour au palais, comme lorsqu'il s'était rendu à l'assemblée, la voiture du monarque improvisé fut traînée par le peuple.

Les provinces apprirent cet événement par les journaux, et l'acceptèrent comme un fait accompli. L'opposition était concentrée dans la capitale, mais morne et silencieuse ; elle ne se révélait par aucun acte. La majorité d'Iturbide dominait dans le congrès ; elle voulut achever son œuvre. Elle décida que la couronne serait héréditaire dans la famille de l'empereur ; elle fit un prince impérial de son fils aîné ; elle donna le titre de princes mexicains à ses autres fils ; sa sœur fut princesse ; son père fut appelé prince de l'Union ; on régla le cérémonial de son couronnement ; un ordre de chevalerie, sous le titre de *Guadalupe*, fut institué pour compléter l'attirail de cette nouvelle monarchie. On décréta que toutes les dépenses d'Iturbide seraient soldées par le trésor public ; et plus tard elles furent fixées à la somme d'un million et demi de piastres (8,100,000 fr.). Tous ces décrets passaient sans discussion,

comme il arrive dans les assemblées qui ne sont pas libres. Iturbide, trompé par ces apparences de servilisme, crut pouvoir tout oser. Il réclama le droit de *veto* sur tous les articles de la constitution que l'on décrétait alors, et le droit plus exorbitant encore de nommer et de destituer les membres du tribunal suprême de justice. Il demanda l'établissement d'une commission militaire, avec pouvoir de juger souverainement. Ces propositions furent rejetées par le congrès, malgré tous les efforts des députés vendus. Leurs adversaires ne tardèrent pas à recevoir le prix de leur courageuse opposition; Iturbide fit arrêter quatorze députés indépendants, sous prétexte qu'ils appartenaient au parti républicain. A la nouvelle de cet attentat, le congrès fit entendre d'énergiques protestations. Il demanda que ces députés fussent réintégrés dans son sein, ou tout au moins que l'instruction de cette affaire lui fût remise, pour être statué suivant les lois. Iturbide refusa, et la lutte, de part et d'autre, prit une nouvelle énergie. Les journaux du gouvernement excitaient le peuple contre la représentation nationale, et la tribune retentissait d'accusations contre le gouvernement impérial. On lui reprochait son origine, sa tyrannie, sa déloyauté; le plan d'Iguala et le traité de Cordova, fondements du trône mexicain, n'étaient pas ménagés. Cet état de choses était trop violent pour pouvoir durer. La force triompha du droit. Iturbide n'avait d'autre ressource qu'un coup d'État; il adopta cette mesure extrême. Il fit signifier par un de ses officiers au président du congrès la dissolution de l'assemblée, et donna l'ordre de faire fermer la salle des séances, ce qui fut exécuté sans la moindre opposition. Le même jour, il décréta la formation d'une junte, à laquelle il donna le nom d'*instituante*, et qu'il composa de ses créatures. Cette junte avait mission de convoquer une autre représentation nationale, suivant des formes d'élection qu'il se réservait de dicter. Toutefois, en cas d'urgence, elle pouvait exercer des

fonctions législatives. Ce corps, sans influence et sans pouvoir, ne fut qu'un instrument avili entre les mains du maître. Il lui fit décréter un emprunt forcé de deux millions et demi de dollars, et l'application aux besoins du trésor d'une somme de deux millions d'espèces, expédiées de Mexico pour la Vera-Cruz par une compagnie de négociants, et que le gouvernement avait fait arrêter à Perote, sous le prétexte que ces fonds étaient en réalité la propriété de l'Espagne.

La popularité d'Iturbide ne survécut pas longtemps à son usurpation, et surtout aux mesures arbitraires qui se multipliaient chaque jour. Avant la fin de novembre, une grande fermentation se manifesta dans les provinces du Nord. Le général la Garza se trouvait à la tête de l'insurrection. Elle fut bientôt comprimée par l'armée, seul appui d'Iturbide, qui devait bientôt lui manquer.

On ne connaît pas bien les véritables causes de la division qui s'établit tout à coup entre l'empereur et quelques-uns de ses généraux. On a cru que des motifs d'intérêt privé, plus encore que la politique, déterminèrent la défection de Santa-Anna. Quoi qu'il en soit, ce fut cet officier général qui se prononça le premier contre le trône impérial. Santa-Anna commandait la province et la place de la Vera-Cruz. Jeune alors, il crut que le régime républicain conviendrait mieux à sa fortune. Il prit l'initiative du mouvement. Il adressa au peuple mexicain une énergique proclamation, où il accusait Iturbide d'avoir violé la constitution, en chassant le congrès; d'avoir trahi ses serments, en gouvernant arbitrairement. Il demandait, tant en son nom qu'au nom de son armée, le rétablissement de l'assemblée nationale, promettant de soutenir la forme de gouvernement qu'il lui conviendrait d'adopter. Pour réprimer une révolte qui semblait bornée à la seule garnison de la Vera-Cruz, Iturbide s'empressa de faire marcher un corps de troupes suffisant pour investir cette place, et forcer Santa-Anna à la sou-

mission. Mais déjà il n'était plus seul à méconnaître l'autorité d'Iturbide; Guadalupe Victoria était venu se réunir à lui. C'était un nom célèbre, une renommée militaire et révolutionnaire, qui devait exercer une haute influence sur l'esprit du soldat. Santa-Anna lui céda le commandement en chef, en déclarant qu'il s'estimait heureux de servir sous ses ordres. Les principes de Victoria étaient connus; c'était un républicain rigide. Aussi, dès l'instant qu'on le vit à la tête de l'insurrection, on n'eut plus de doute sur le système politique que les révoltés se proposaient de faire triompher. Leurs rangs se grossirent de tous les partisans de la république. Iturbide avait donné le commandement de ses troupes à Echavari, son aide de camp, celui de tous ses officiers qu'il croyait le plus dévoué à sa personne. Echavari n'était dévoué qu'à la bonne fortune de son général. Aussitôt qu'il s'aperçut que l'étoile impériale pâlisait, il abandonna l'homme que ne soutenait plus l'opinion publique; et, après quelques combats insignifiants dans le voisinage de Puente del Rey, il alla se réunir à la garnison de la Vera-Cruz. Ses soldats suivirent son exemple. Les trois chefs révoltés voulant donner un certain caractère légal à l'insurrection, signèrent, le 1<sup>er</sup> février 1823, l'acte connu sous le nom de convention de la Casa-Mata. Tout leur plan y était exposé en onze articles. Les apparences du respect pour l'autorité impériale s'y trouvaient conservées, bien que cet acte eût pour effet immédiat d'en paralyser l'action. Les généraux qui l'avaient signé se portaient garants du rétablissement de la représentation nationale. A partir de ce moment, l'insurrection s'étendit avec une prodigieuse rapidité dans toutes les provinces. La plupart des chefs militaires se mirent à la tête du mouvement. De ce nombre furent le marquis de Vianco, qui commandait un corps assez considérable dans le territoire de la Puebla, et les généraux Guerrero et Bravo, qui quittèrent la capitale dans le but de proclamer le nouveau système dans les provinces de

l'Ouest, théâtre de leurs anciens combats. Le général Negrette joignit l'armée des insurgés, qui marcha sur Mexico. Iturbide, avec quelques troupes, vint prendre position entre la capitale et l'armée républicaine. Ne comptant plus sur la force populaire et morale qui l'avait abandonné pour passer du côté de ses adversaires, il se détermina à négocier au lieu de combattre. Il offrait de convoquer un nouveau congrès, et de s'en rapporter à sa décision. Ces propositions ne furent point acceptées. Iturbide ne put même obtenir une entrevue des principaux chefs de l'armée républicaine. Dans cet état de choses, il perdait chaque jour quelques-uns de ses partisans. Les officiers dont il avait avancé la fortune, se montraient à l'envi les plus prompts à l'abandonner. Effrayé de cette défection générale, il rappela l'ancien congrès qu'il avait dissous par la violence, et abdiqua la couronne le 20 mars 1823. Le congrès, fidèle à ses antécédents, déclara que le couronnement d'Iturbide ayant été l'œuvre de la force et de la violence, était nul, et qu'il n'y avait lieu, par conséquent, à délibérer sur son abdication. Il déclara également nuls tous les actes du gouvernement impérial, ainsi que les plans d'Iguala et le traité de Cordova, et finit par proclamer le droit de la nation de se constituer sous la forme de gouvernement qui lui conviendrait le mieux. Après avoir fait table rase en l'honneur de la souveraineté du peuple, le congrès s'occupa de la personne d'Iturbide. La prudence lui faisait un devoir de s'en débarrasser; mais il le fit généreusement: il prononça l'exil de l'ex-empereur, en lui accordant une pension viagère de 25.000 piastres (135.000 fr.), à la seule condition d'établir sa résidence dans quelque partie de l'Italie. Après sa mort, une pension de huit mille piastres était accordée à sa famille.

Le pouvoir exécutif, composé provisoirement des généraux Bravo, Victoria et Negrette, fut chargé de hâter le départ d'Iturbide. Il devait être transporté en Europe sur un bâtiment

neutre aux frais de l'État. On lui offrit une escorte d'honneur de cinq cents hommes prise parmi les troupes qui lui étaient restées fidèles jusqu'à la fin; mais lui voulut prendre cette escorte dans les rangs de l'armée républicaine, et demanda que le commandement en fût confié au brigadier général Bravo, qui l'accompagna jusqu'à Antigua, près de la Vera-Cruz. C'est de là qu'il mit à la voile, le 11 mai 1823, pour se rendre en Italie.

La révolution qui venait de s'opérer conduisait tout naturellement à la république. On ne discutait plus que sur la forme. Le congrès, en attendant, se trouvait dépositaire du pouvoir. Il débuta par un acte arbitraire, et cela ne doit pas étonner en temps de révolution. Ce congrès, qui avait fait un crime à Iturbide d'avoir exigé le renvoi des députés qui lui étaient contraires, élimina de son sein les partisans de l'ex-empereur. Il décréta que le pavillon national serait l'aigle mexicain sans couronne. Il annula un emprunt de seize millions de piastres, contracté par Iturbide avec la maison Denis Smith de Baltimore. Il défendit aux membres du clergé de traiter de matières politiques, ce qui prouve que le clergé était hostile au nouvel ordre de choses, et s'arrangeait beaucoup mieux du régime impérial. Enfin, le congrès s'occupa de la forme du gouvernement et des bases de l'acte constitutionnel. Mais pendant qu'il se livrait à cette difficile besogne, sa légitimité était mise en question. Il était stipulé dans les articles II et III de l'acte de Casamata, qu'il serait convoqué un nouveau congrès. Quelques provinces demandaient l'exécution immédiate de cette disposition. Un comité spécial fut chargé d'examiner l'opportunité de cette mesure, et conclut à l'ajournement, motivé sur le danger d'élections nouvelles dans les graves circonstances où l'on se trouvait, et sur le besoin de travailler sans relâche à constituer la nation et les diverses branches du service public. Peut-être eût-il été plus simple de déclarer franchement que ceux qui tenaient le pouvoir ne

prétendaient point le soumettre aux chances incertaines d'un scrutin nouveau. Cette décision fut fort mal reçue par les provinces de Guadalajara, de Valladolid, d'Oaxaca, de Zacatecas, de Guanajuato, de Queretaro, de San-Luis de Potosi, qui formèrent des juntes et se déclarèrent indépendantes. Santa-Anna, que nous trouvons toujours prêt à faire de la politique les armes à la main, se déclara l'un des premiers contre le congrès, en se proclamant le protecteur de la république fédérale. Ses forces n'égalèrent pas son ambition: il ne disposait que de six cents hommes. Il fut bientôt arrêté; ce qui n'empêcha pas l'opposition entre le pouvoir exécutif et les juntes provinciales de se prolonger encore quelques mois. Il fallut la présence du général Bravo, à la tête de sept à huit mille hommes, pour amener un arrangement. Toutefois les provinces se prononcèrent toutes pour un gouvernement fédéral, semblable à celui des États-Unis. L'exemple de Santa-Anna trouva quelques imitateurs. Le général Echavari, qui commandait la province de la Puebla, et un autre officier supérieur nommé Hernandez a Cuernavaca, refusèrent d'obéir au pouvoir exécutif; mais, abandonnés par leurs soldats, ils furent obligés de se rendre au général Guerrero, qui les fit conduire à Mexico.

Cette capitale était alors le théâtre de troubles beaucoup plus sérieux. La chute d'Iturbide y avait laissé le germe de divisions profondes. Les ambitions particulières ne pouvaient s'y accommoder d'un régime légal; elles regrettaient le temps où il suffisait de plaire à un seul homme pour s'élever rapidement. Ces mécontents se composaient particulièrement de militaires et d'ecclésiastiques. Le congrès s'était montré modéré. Les membres du pouvoir exécutif, hommes sages et éclairés, ménageaient soigneusement tous les partis, et s'efforçaient de réconcilier les habitants espagnols au nouvel ordre de choses. Ils employaient le faible produit des impôts de la douane à payer la solde arriérée des troupes;

mais la faction y entretenait soigneusement le mécontentement, et parvint à y organiser l'insurrection. Mexico était le centre de ses manœuvres. Là, commandait le général Lobato, ancien cordonnier, parvenu dans les guerres de la révolution à ce grade supérieur. Cet homme s'était d'abord recommandé à la confiance du pouvoir exécutif par des opinions modérées. Tout à coup on le vit, affectant un zèle de démagogue, accuser le gouvernement de faiblesse et de trahison, et annoncer hautement l'intention de le renverser. Ce n'était pas une menace vaine. Lobato parvint à séduire une partie de la garnison, mille hommes environ; et, à la tête de cette troupe, il signifia au congrès qu'il eût à renvoyer Michelna et Dominguez, membres du pouvoir exécutif, et Alaman, ministre des affaires étrangères, qu'il traitait d'Espagnols ennemis de la république. Il terminait son message par réclamer l'arriéré de la solde de l'armée. Le congrès répondit avec dignité, qu'il délibérerait sur ce message quand les pétitionnaires seraient rentrés dans l'ordre. Ceux-ci déclarèrent qu'ils mettraient bas les armes quand le pouvoir exécutif serait aux mains d'Américains patriotes; quand les Espagnols ou les Américains peu dévoués à la cause du pays seraient chassés des emplois publics; quand l'Espagne aurait reconnu l'indépendance du Mexique. Ce fut en vain que Lobato essaya d'entraîner le peuple dans sa révolte, le peuple resta calme et le danger diminua. Cependant, pour ôter tout prétexte aux factieux, Michelna, Dominguez et Alaman offraient leur démission; le congrès la refusa, se déclara en permanence, et conféra au gouvernement tous les pouvoirs nécessaires pour rétablir la tranquillité. Deux jours se passèrent dans les angoisses d'une crise menaçante. Le congrès et le pouvoir exécutif, siégeant dans le même palais, n'avaient pour se défendre qu'une garde peu nombreuse et deux cents hommes de milices qui résistèrent courageusement. Ils étaient résolus à quitter Mexico avec cette fai-

ble escorte, et à transporter le siège du gouvernement à Quantillan. Cette menace, et l'approche des généraux Guerrero et Bravo, que le congrès avait appelés à son secours, jetèrent l'incertitude dans le parti des factieux. Le gouvernement profita de cette indécision pour offrir une amnistie à ceux qui rentreraient dans l'ordre. Cette mesure eut un plein succès. Plusieurs officiers se présentèrent, assurant qu'eux et leurs soldats avaient été indignement trompés. Lobato lui-même réclama le bénéfice de l'amnistie, et la conservation des grades des généraux et officiers qui avaient pris part à l'insurrection. On en mit quelques-uns en jugement, mais l'affaire n'eut pas de suites.

Six jours après ces troubles, pendant lesquels la république naissante s'était vue à deux doigts de sa perte, on décréta les bases fondamentales de la constitution mexicaine, qui devaient être soumises à l'acceptation des états confédérés. Au nombre de ceux-ci ne figurait pas la province de Guatemala, qui faisait anciennement partie de la vice-royauté du Mexique. Cette grande contrée, comme nous le verrons dans le récit de sa révolution, laisse aussi d'obéir à la métropole, et se trouvant des intérêts opposés à ceux du Mexique, venait de suivre l'exemple des autres colonies de l'Espagne et de se déclarer indépendante. Le congrès mexicain n'éleva aucune objection contre cette séparation, qui cependant fut d'abord assez froidement accueillie. La république nouvelle, sous le nom d'Amérique centrale, se composa dans le principe de sept provinces, Chiapa, Nicaragua, Honduras, San-Salvador, Costa-Rica, Guatemala et Quesaltenango, et se constitua provisoirement sous un gouvernement de trois notables citoyens, avec un conseil de députés des sept provinces confédérées.

Les bases de la charte mexicaine furent précédées d'une adresse au peuple, où l'on exposait les difficultés que la république avait trouvées à s'établir, où l'on invitait tous les citoyens à se

rallier dans une même pensée et sous le même drapeau. Cet appel à l'ordre, à l'union, au régime légal, à l'oubli, ne fut point entendu de tous, pas même du congrès qui l'adressait. On vit, dans le même temps, le pouvoir suprême passer des mains de Michelna dans celles de Bravo, et les passions des démocrates l'emporter sur la modération de leurs adversaires. Un décret du 14 février mit en surveillance tous les Espagnols d'Europe, et subordonna la conservation de leurs propriétés à la reconnaissance de l'indépendance par le cabinet de Madrid; révoltante iniquité qui faisait dépendre le sort de malheureux étrangers de la détermination d'un gouvernement sur lequel ils ne pouvaient avoir d'action. Ce même décret fermait l'entrée du territoire mexicain aux Espagnols de la péninsule, à moins qu'ils ne prouvassent qu'ils s'échappaient de leur patrie pour chercher un asile sous le pavillon de la république.

Le pays était encore agité de ce mouvement, et les deux grandes factions qui lui ont fait tant de mal commençaient à s'organiser, lorsque arriva la nouvelle qu'Iturbide avait quitté sa résidence d'Italie et s'était rendu en Angleterre. A ce bruit, qui parcourut rapidement toute la confédération, les espérances, les craintes, les passions se réveillèrent. Le gouvernement, justement inquiet, redoubla de surveillance; on supposait, et probablement avec raison, que l'ex-empereur avait conservé des correspondances avec ses nombreux partisans restés au Mexique. On ne savait s'il agissait pour son compte ou dans l'intérêt de l'Espagne; mais personne ne croyait à son isolement. Déjà l'annonce de son retour et de son rétablissement avait été suivie de troubles sérieux dans quelques provinces, notamment dans celle de Guadalupe. Ce fut sous l'influence d'un puissant intérêt de conservation et d'une grande frayeur que le congrès rendit, le 28 avril, un décret qui déclarait don Augustin Iturbide traître, proscriit et ennemi de l'Etat, s'il se présentait sur un point quelconque du

territoire, sous quelque titre que ce fût. Étaient également déclarés traîtres ceux qui, par écrit, discours ou autres moyens, chercheraient à favoriser ou son retour, ou les projets d'une invasion étrangère. Tous devaient être jugés conformément à la loi du 27 septembre 1823, c'est-à-dire, Iturbide et ses complices étaient mis hors la loi. Pour appuyer ces rigoureuses dispositions, le général Bravo, chef du pouvoir exécutif, se mit à la tête d'un corps d'armée, avec mission de tenir en respect les provinces menacées ou agitées. Le gouvernement, exerçant la police la plus sévère, fit arrêter, le 13, à Mexico même, plusieurs personnages, au nombre desquels on remarquait les généraux Hernandez d'Andrade et le comte del Valle, dont les papiers saisis justifiaient ces mesures, en fournissant la preuve de l'existence d'un complot qui avait pour but le rétablissement de l'empire. Quelques-uns des coupables furent condamnés à mort ou bannis. La résistance des provinces ne fut pas de longue durée. A Guadalupe, le gouverneur Quintana, qui comptait sur ses soldats, se vit bientôt abandonné, et le général fit son entrée dans la ville aux cris répétés de : Vive Bravo, vive le suprême congrès constituant du Mexique. Cette province pacifiée, le général Bravo fit garder la côte par des troupes et des généraux sur la fidélité desquels il croyait pouvoir compter. Ils avaient mission expresse de s'opposer sur tous les points au débarquement d'Iturbide.

Il était temps de prendre ces dispositions, car Iturbide voguait à pleines voiles vers les rivages de sa patrie. Il avait quitté Southampton à bord du *Spring*, brigantin armé, le 11 mai 1824, une année jour pour jour après son départ de la Vera-Cruz. Sa femme, deux de ses enfants, son aide de camp Beneski, colonel polonais, et deux ou trois domestiques, l'accompagnaient. Il devait relâcher à la Jamaïque pour y recueillir des renseignements sur l'état réel du Mexique et l'importance de son parti. Là il eût eu connaissance du décret rendu contre lui et

des dispositions prises pour s'opposer à ses projets; mais, impatient d'arriver, Iturbide poursuivit sa route sans relâcher nulle part. Une mauvaise étoile le poussait à sa perte. Il arriva, après une traversée de soixante-quatre jours, à la hauteur de la barre du petit port de Soto la Marina, où commandait le général Felipe de La Garza, qui s'était prononcé contre l'ex-empereur lors de l'arrestation des membres du congrès, mais qui depuis s'était rallié au gouvernement impérial dont il avait accepté les faveurs. Iturbide pouvait donc supposer qu'il n'allait pas rencontrer un ennemi. Il en fut autrement; et loin de répéter au Mexique l'audacieuse entreprise de Napoléon, le malheureux ne fit que parodier la catastrophe de Murat.

Le *Spring* s'était annoncé en arrivant comme un bâtiment de commerce ayant à bord Charles Beneski et un associé venus au Mexique pour traiter avec le gouvernement d'un projet de colonisation proposé par des capitalistes de Londres. Beneski se rendit le lendemain chez le commandant qui le questionna sur l'ex-empereur et sur les projets qu'on lui prêtait. Le général La Garza a prétendu, dans son rapport au ministre de la guerre, que Beneski l'assura d'une manière qui paraissait sincère, qu'au moment de son départ Iturbide vivait tranquillement en Angleterre avec sa famille. Puis il retourna à bord pour y chercher son associé. Tous deux débarquèrent le 16 juillet à une heure après-midi. La Garza en fut informé sur-le-champ par le commandant du poste placé à la barre, et sur-le-champ il se mit en route pour aller à leur rencontre. On l'avait prévenu qu'un des deux hommes était déguisé, et cette circonstance devait éveiller ses soupçons, si déjà il ne savait à quoi s'en tenir sur le nom du mystérieux inconnu. Il l'atteignit à six lieues de la ville dans le parage de los Arroyos, et ne fut pas longtemps à reconnaître Iturbide dans le compagnon de Beneski. Iturbide surpris ne fit aucune résistance; il ne cacha point son nom; il répondit aux

premières questions qui lui furent faites, qu'il n'était venu qu'avec sa femme et ses enfants; on le conduisit à Soto la Marina sans qu'il lui fût permis de leur donner de ses nouvelles.

D'après le décret du 28 avril, La Garza pouvait le traduire devant une commission militaire qui n'avait à constater que l'identité de sa personne et prononcer la sentence de mort. Mais le général se conduisit en homme politique, il voulut laisser au congrès de la province toute la responsabilité d'une telle exécution; il conduisit son prisonnier à Padilla et remit son sort à la décision de l'assemblée. Celle-ci fut prompte à se décider. Elle ordonna qu'Iturbide serait fusillé le jour même, après lui avoir accordé le temps strictement nécessaire pour mourir en chrétien. Il ne restait plus à La Garza qu'à faire exécuter cet arrêt. A trois heures après-midi, il fit prévenir l'ex-empereur qu'il devait sur-le-champ se préparer à la mort. Bien qu'il dût s'attendre à cette cruelle annonce, le malheureux condamné parut frappé d'une profonde stupeur. Il supplia le général de différer l'exécution jusqu'à ce que le gouvernement suprême eût connaissance de sa situation et de la manière dont il s'était rendu. Inutiles prières; La Garza déclara qu'il était dans la triste nécessité de faire exécuter l'ordre, et Iturbide parut alors se résigner; il se confessa à un prêtre, membre du conseil de la province, et, à six heures du soir, il fut conduit sur la place, où se trouvaient une soixantaine de soldats ayant le général à leur tête. Des groupes de peuple observaient cette triste scène dans le plus profond silence. Suivant la relation anglaise, Iturbide aurait adressé aux soldats et au peuple une allocution où il les engageait à rester fidèles à leur patrie, à leur cause, à leurs serments, en implorant les égards des autorités pour sa famille, et en faisant des vœux pour que sa mort fût utile à son pays. Suivant la dépêche officielle de La Garza, l'exécution eut lieu sans déclaration, sans discours et sans dé-

lai, de crainte que la sympathie publique n'intervint : c'est le plus probable. Iturbide donna à son confesseur la montre et le rosaire qu'il portait au cou pour être remis à son fils aîné. Il confia également à cet ecclésiastique une lettre écrite à sa femme, où il lui donnait des conseils et des instructions ; il voulut qu'on distribuât aux soldats qui allaient l'exécuter huit onces d'or qu'il avait dans sa bourse ; puis il se mit à genoux, récita un *Credo* et un acte de contrition, et mourut frappé de plusieurs balles à la tête et au cœur. On fit reconnaître le corps par les autorités, et même par le curé, dont on publia ensuite les certificats. Il était besoin de donner cette authenticité à l'exécution, car, plusieurs mois après, les habitants de l'intérieur ne voulaient pas croire à la mort de leur empereur. Il fut enterré sans honneurs, mais au milieu des marques de la pitié publique.

Pendant que ces choses se passaient, la malheureuse veuve et les enfants d'Iturbide attendaient à Soto la Marina dans une cruelle anxiété des nouvelles de son sort. Déjà ils avaient fait porter à terre quelques-unes de leurs caisses, lorsqu'à la nouvelle de l'exécution, le bâtiment qui les avait amenés coupa ses câbles et mit à la voile avec toutes les personnes et les effets demeurés à bord. La famille d'Iturbide resta sans linge et sans argent, et fut obligée d'accepter les secours de La Garza. Il s'était rendu à Soto la Marina pour visiter lui-même leurs papiers et leurs malles. Il y trouva, disent les relations officielles, des habits, des décorations, des sceaux et tous les insignes de la dignité impériale, mais aussi un grand nombre de proclamations dans lesquelles Iturbide s'annonçait non comme empereur, mais comme soldat venant pour déjouer les projets de l'Espagne, et dans le seul but de mettre un terme aux discordes civiles et de conserver l'indépendance du Mexique menacée par des nations puissantes.

L'ex-empereur comptait un grand nombre de partisans dans les pro-

vinces intérieures et dans l'armée ; plusieurs faits particuliers et les mouvements qui survinrent dans la province d'Oaxaca peuvent faire supposer qu'un plan d'insurrection était organisé en sa faveur. Aussi la nouvelle de sa fin tragique fut-elle accueillie bien diversement dans tout le pays. Ici, les républicains ne dissimulaient pas leur joie, et, sur d'autres points, des murmures se faisaient entendre. Dans ces graves circonstances, la conduite du gouvernement fut généreuse et habile. Il vit dans l'événement qui venait de s'accomplir l'occasion d'éteindre les ressentiments et de rapprocher les partis. L'esprit de la capitale répondait à ses vœux ; Mexico gardait une attitude noble et silencieuse dictée par un sentiment de convenance et d'humanité. La majorité des cortès se fit également honneur par son vote en faveur de la veuve et des enfants d'Iturbide. S'il parut dangereux de les laisser habiter le Mexique, on voulut au moins qu'ils pussent jouir ailleurs d'une existence indépendante et conforme à leur ancienne position. On leur assigna une pension de huit mille piastres, à la seule condition d'habiter les États-Unis ou la Colombie. Ils allèrent se fixer à Baltimore.

La république venait d'échapper à un grand danger, et les partisans de l'Espagne perdaient toute espérance. Tranquilles sur les projets hostiles de l'extérieur, le gouvernement et le congrès n'eurent plus qu'à s'occuper de la prospérité intérieure du pays. L'un de ses premiers actes fut d'annuler un emprunt de 16,000,000 de dollars contracté récemment par Iturbide à 6 p. 100 avec un négociant de Baltimore. On fut assez heureux pour en obtenir un nouveau de 20,000,000 de dollars à 5 p. 100 d'une maison de Londres. Le congrès abolit la traite des nègres, et déclara libre tout esclave qui toucherait le sol mexicain ; il reconnut l'indépendance des États-Unis de l'Amérique centrale (Guatemala), et enfin termina ses travaux par l'acte le plus important de la session : la constitution de la république. Cet acte, re-

vêtu de l'acceptation de toutes les législatures provinciales, fut promulgué comme loi fondamentale pour être exécuté sur-le-champ. Le congrès, avant de se dissoudre, procéda à la nomination du président de la république. Son choix tomba sur le général Guadalupe Victoria ; le général Bravo fut nommé vice-président. Il était impossible de choisir deux hommes qui eussent plus de talents, de dignité et de modération, et qui inspirassent plus de confiance à l'étranger. C'est de cette époque que date l'ère constitutionnelle du Mexique.

Cette forme de gouvernement fédéral, qui n'existe plus aujourd'hui, portait évidemment l'empreinte de l'imitation. C'était le système constitutionnel des États-Unis, avec quelques modifications qui n'étaient pas heureuses. Dans sa loi fondamentale, le Mexique se déclarait libre, souverain, indépendant de toute autre puissance. Vieux catholique à la manière de l'Espagne, il n'admettait que la religion romaine, et prohibait tous les autres cultes ; il se constituait en république fédérale, dont toutes les parties formaient autant d'États également libres, souverains et indépendants. Il confiait le pouvoir législatif à un sénat et à une chambre des représentants, dont les membres étaient choisis par tous les citoyens de chaque État ; il remettait le pouvoir exécutif aux mains d'un président, mais un pouvoir limité par toutes les restrictions ombrageuses de la démocratie. Ce président ne pouvait être réélu qu'après un intervalle de quatre ans ; il ne pouvait commander les forces nationales en personne sans une permission du congrès, ni faire arrêter un individu de sa propre autorité. Entre deux sessions du congrès, un conseil de gouvernement se trouvait investi d'une grande partie de la puissance souveraine. Il décidait de l'emploi des milices locales ; il ratifiait les nominations faites par le président ; il convoquait le congrès ; il veillait à l'observation de la constitution et des lois ; il gouvernait enfin.

Les États particuliers, indépendants

les uns des autres, et possédant des droits égaux, avaient aussi leurs chambres législatives, et leur pouvoir exécutif, et leurs tribunaux, et leurs revenus spéciaux. Ils s'imposaient, s'administraient ; mais les constitutions de ces États ne pouvaient jamais être en opposition avec la loi fondamentale ; celle-ci, dans ses 171 articles, réglait tout ce qui avait rapport à l'organisation générale de la république et aux obligations des États avec le gouvernement central ; elle réglait encore les droits et les capacités politiques et les formes de l'élection. La liberté de la presse s'y trouvait formellement consacrée, sauf les restrictions légales ; mais on y cherchait vainement le jugement par jury et la publicité des audiences. On ne peut nier que cette constitution, tout imparfaite qu'elle était, ne renfermât le germe d'un progrès réel. Elle faisait au congrès l'obligation d'ouvrir des routes, des canaux, de créer une administration des postes, de faciliter les relations commerciales, d'assurer la liberté du commerce, de récompenser les inventeurs des découvertes, de supprimer tous les genres de monopoles, et de répandre l'instruction par l'établissement d'écoles spéciales pour la marine et l'armée, et d'écoles primaires pour le peuple.

Le Mexique était-il prêt à recevoir soudainement tant de liberté, tant de droits politiques complètement nouveaux ? Les principes qu'on venait de décréter étaient-ils familiers aux masses, ou même compris par elles ? Nous sommes loin de le penser. Cette grande contrée n'était nullement préparée à la brusque transition du régime absolu aux formes et aux allures des républiques démocratiques. Ceci ne s'improvise pas. Les États-Unis ne pouvaient servir d'exemple ; car les conditions des deux peuples différaient entièrement. Les colonies anglaises, avant leur émancipation, possédaient presque tous les éléments des États libres : législatures locales, système d'élection et droits politiques. Au Mexique, le peuple était nul : il n'était point

représenté, il ne nommait à rien ; il obéissait, comme un peuple conquis, aux agents de l'Espagne. Il n'était pas facile de le tirer tout d'abord de cette routine de servitude pour en faire une espèce de souverain. Il se montrait assez insouciant de sa part de pouvoir, et ceux-là qui ne possédaient pas un sou s'inquiétaient assez peu de l'administration de la propriété. Il n'en était pas tout à fait ainsi de la classe moyenne, si tant est qu'on puisse donner ce nom à la bourgeoisie du Mexique. Celle-ci, sans trop savoir ce que valaient ses droits nouveaux, ne voyait dans la constitution qu'une garantie de l'indépendance nationale, qu'un obstacle insurmontable au retour du monopole de l'Espagne. Chasser les hommes de la Péninsule de tous les emplois, de toutes les industries, et les remplacer, lui semblait une conséquence toute naturelle du nouveau régime. Elle l'envisageait du point de vue de ses vieilles haines et de son intérêt personnel. Militaires, marchands, petits propriétaires et gens de loi, admettaient la république comme un moyen de fortune et d'avantages particuliers, et la saluaient de toutes leurs espérances.

Mais un tel système ne pouvait prospérer qu'à l'aide de beaucoup de modération et d'esprit de justice. Loin de proscrire les vaincus, il fallait les attacher aux destinées de la nouvelle république, et respecter tous les droits acquis sans distinction d'Espagnols et d'Américains. On devait se hâter surtout, en réduisant l'armée à quelques bataillons pour la garde des places fortes, d'annuler l'influence militaire toujours désastreuse dans les républiques. L'exemple des États-Unis était là. Ce fut une grande faute de ne pas le suivre. En enlevant aux factions le sabre du soldat, le pays n'aurait point eu à gémir sur une longue suite d'agitations et de révolutions ; il ne fût point entré dans ces voies funestes qui ont épuisé ses ressources et ruiné son industrie, son agriculture, son crédit.

La session du premier congrès cons-

titutionnel de la confédération s'ouvrit avec l'année 1825. Le discours du président, calqué sur toutes les harangues de ce genre, félicita le pays sur le gouvernement qu'il avait adopté et lui promit une prospérité sans bornes. Le ministre des finances se chargea de lui prouver qu'il avait beaucoup à faire pour arriver à ce bienheureux avenir ; il lui apprit qu'il était moins riche de moitié que sous le gouvernement espagnol ; que celui-ci recevait de 19 à 20 millions de dollars, et qu'il n'en pouvait espérer que 10,690,608 pour l'année courante, tandis que les dépenses atteindraient un chiffre beaucoup plus élevé. Il est vrai que les prévisions du ministre furent modifiées quelques jours après par une commission composée de plusieurs membres du sénat, qui portait les revenus, sans y comprendre les mines, à 12,347,371 dollars, et les dépenses à 10,352,637. Cette commission fondait de grandes espérances sur les mines. Les plus solides étaient alors dans le produit des douanes, qui sont encore aujourd'hui, grâce à l'extension du commerce, le moins incertain des revenus du Mexique.

L'esprit démocratique de l'assemblée se manifesta dans son décret du 9 avril, qui abolit pour toujours les titres et les qualifications nobiliaires prodigués par le gouvernement espagnol. On eut ensuite à s'occuper de choses moins futiles. On discuta le traité de commerce avec la Grande-Bretagne. L'opposition s'élevait contre certaines dispositions de ce traité ; elle critiquait surtout le rappel de l'article 6 du traité de Versailles, qui semblait mettre en question la possession des deux Californies. Une fraction de l'assemblée signalait la concession faite aux sujets anglais de l'exercice de leur religion, comme une tolérance impie incompatible avec l'esprit de la religion catholique. Quelques membres, patriotes maladroits, auraient voulu que l'indépendance mexicaine fût ouvertement reconnue par le traité, comme si cette reconnaissance ne résultait pas implicitement du traité même. Tous

ces opposants déclamaient pour le plaisir d'occuper la tribune et de se donner les airs de la force ; car aucun d'eux n'ignorait que la nouvelle république n'était pas en position de faire la loi à la vieille Angleterre, dont la protection avait pour eux tant de valeur, et qui ne tend jamais la main aux nouveaux venus sans qu'il leur en coûte quelque chose. Le traité fut accepté par le congrès et ratifié par le président. L'Angleterre ne fut pas de si facile composition ; elle exigea des modifications, mais n'envoya pas moins un chargé d'affaires, M. Ward, qui s'étendit beaucoup, dans son discours de réception, sur l'intérêt que portait son souverain à la prospérité de la confédération.

Le premier congrès mit fin à ses travaux après avoir appris, de la bouche du président, que l'armée mexicaine était payée, que les magasins étaient remplis, qu'on avait acheté une grande quantité de munitions, qu'on allait acheter des bâtiments de guerre, qu'on avait satisfait aux besoins de la liste civile, qu'une partie de la dette était amortie, que le papier-monnaie était retiré, et que le nouveau système introduit dans l'administration promettait de fortes économies.

Cependant le génie révolutionnaire n'était pas satisfait ; l'indépendance du pays obtenue, il lui restait à faire de la propagande à main armée. Il jeta les yeux sur les îles de Cuba et Porto Rico, où, depuis la contre-révolution de 1823, un nombreux parti de mécontents se tenait prêt à seconder toute entreprise hostile à l'autorité de la métropole. Ce parti, heureusement pour l'Espagne, se croyait tellement sûr de sa force, qu'il ne cachait ni ses espérances ni ses moyens d'action. Il avait invité le gouverneur du Yucatan à venir à son secours ; et l'on ne sera pas surpris de l'empressement de ce gouverneur à coopérer à une entreprise de cette nature, lorsqu'on saura qu'il s'appelait Santa-Anna, que nous avons déjà vu et que nous verrons plus tard prêt à se mettre à la tête de tous les mouvements militaires. On prépara

sous sa direction, dans le port d'Alvarado, une expédition de quinze à seize cents hommes qu'il devait conduire au secours des mécontents de Cuba. Mais le gouverneur de cette île, le général Vives, informé de ce dessein, déjà publié dans les journaux de Bogota, fit arrêter les chefs de cette conspiration, et surveilla de si près leurs complices, tout en prenant les mesures les plus énergiques pour la défense de la colonie, que l'entreprise fut abandonnée. Les gouvernements du Mexique et de la Colombie s'empressèrent, comme on devait s'y attendre, de désavouer toute coopération à cette échauffourée ; elle resta tout entière à la charge de Santa-Anna, qui fut même mandé à Mexico pour rendre compte de sa conduite. Il en fut quitte pour changer son titre de gouverneur du Yucatan contre celui de premier inspecteur du génie. Cette douce punition ne lui fit rien perdre de son importance politique et de sa popularité.

Pendant que ces choses se passaient, le gouvernement de la république avait à se défendre lui-même des mécontents. Un de ses régiments, entièrement composé d'Indiens, cantonné dans l'île des Sacrifices, massacra ses officiers et arbora le drapeau espagnol. Des forces supérieures triomphèrent facilement de cette poignée d'hommes, qui mit bas les armes et fut traitée avec la dernière rigueur. Ces Indiens venaient de donner une nouvelle preuve de la haine que les aborigènes portaient encore aux descendants des Européens.

Le Mexique n'avait point de marine, et ce n'était pas un des moindres embarras de son gouvernement. La trahison vint lui en donner une. Le vaisseau de ligne espagnol *l'Asia*, après avoir quitté les côtes de Pérou, s'était rendu à l'une des îles Mariannes pour s'y ravitailler. Il paraît que l'équipage avait éprouvé de grandes fatigues et n'était pas payé ; il murmurait depuis longtemps et finit par se révolter. D. Roque de Guzuarte, son capitaine, suivi de quelques officiers et aspirants, essaya de rétablir l'ordre ; mais les soldats de marine et l'équipage, rangés

en bataille sur le gaillard d'arrière, les repoussèrent à coups de sabre, et, après les avoir blessés plus ou moins grièvement, les jetèrent pêle-mêle dans la chambre du conseil. Il fut même question de les égorger. Les plus logiquement cruels parmi les révoltés le voulaient ainsi, attendu, disaient-ils avec le proverbe espagnol, qu'un homme mort ne parle plus (*hombre muerto no habla*). Les plus humains décidèrent qu'on les débarquerait sur une plage déserte, ce qui fut fait; mais, fort heureusement pour eux, deux baleiniers anglais survinrent qui les recueillirent et les conduisirent à Manille. Un petit brick, la *Constantia*, qui accompagnait l'*Asia*, suivit son exemple; puis les deux équipages révoltés, sous les ordres du lieutenant Martinez, se dirigèrent vers les côtes du Mexique, résolus, pour mettre leur trahison à couvert, de se donner à la nouvelle république. Arrivés dans la baie de Monterey, Martinez fit savoir ses intentions au commandant militaire du pays. Il offrit de livrer au Mexique les deux bâtiments avec leurs munitions et armements de guerre, et de mettre les équipages à la disposition de la république, à la condition qu'elle leur payerait sur-le-champ tout ce qui leur était dû depuis le jour où ils avaient quitté l'Espagne. On n'a pas besoin d'ajouter que cette capitulation fut acceptée avec empressement par le gouvernement mexicain. Il venait déjà de faire acheter en Angleterre un gros bâtiment de la Compagnie des Indes, le *Surat Castle*, et deux frégates aux États-Unis. Cette marine improvisée lui donnait l'espoir de lutter avec avantage contre le triste débris de la marine espagnole. Le congrès, dans sa session extraordinaire du mois d'août, s'empessa de voter les fonds nécessaires aux divers services. Le traité avec la Grande-Bretagne fut encore mis en délibération, mais rien ne fut terminé. Une autre question non moins difficile et plus délicate causait quelque agitation dans les provinces: il s'agissait des rapports du Mexique avec le saint-siège. Le président s'était

empressé de féliciter Léon XII sur son avènement au pontificat et de lui exposer le besoin de l'Église mexicaine. Le pape, non moins poli, s'était hâté de féliciter le président de ses sentiments religieux et de sa constance dans la foi, en lui donnant sa bénédiction apostolique. Ce n'était pas précisément tout ce que demandait le président; il aurait bien voulu que Sa Sainteté se prononçât favorablement sur les nominations aux sièges vacants dans l'étendue de la fédération, et se relâchât de l'influence qu'il voulait exercer sur des matières que le gouvernement de la république regardait absolument comme du ressort de l'autorité temporelle. Le congrès prit fait et cause dans cette lutte, en déclarant qu'il maintiendrait les droits du gouvernement civil contre les usurpations du pouvoir religieux, et qu'il punirait tout habitant qui, sous prétexte de défendre la religion, chercherait à exciter des troubles. Ceci pouvait peut-être intimider quelques Mexicains, mais n'avancait nullement les affaires de la république en cour de Rome. Les hommes pieux dans les provinces continuèrent de murmurer.

Un événement important pour les destinées de la république fit oublier les discussions religieuses et les ravages d'une épidémie qui venait d'affliger toute cette partie de l'Amérique. Depuis longtemps, le siège de Saint-Jean d'Ulloa, toujours occupé par les Espagnols, n'était plus qu'une espèce de blocus. Le canon de la forteresse avait jonché de ruines les rues de la Vera-Cruz; mais la forteresse, en proie à la famine et aux maladies, voyait chaque jour diminuer sa garnison. Le général Coppinger, son commandant, ne voulait entendre à aucune capitulation tant qu'il lui restait l'espoir d'être secouru. Cet espoir s'évanouit enfin, lorsqu'une tempête dissipa quelques frégates espagnoles qui étaient arrivées en vue de la forteresse. Réduit à la dernière extrémité, ce brave général obtint une honorable capitulation. La garnison sortit avec les honneurs de la guerre,

quatre pièces d'artillerie et ses bagages, et fut transportée à la Havane aux frais du gouvernement mexicain. Celui-ci tira grand parti de cet heureux événement. Il annonça à la nation qu'après trois cent quatre ans de possession l'étendard de Castille avait disparu des côtes du Mexique. Il saisit cette occasion pour prêcher à tous les partis union et oubli; il les conjura de se réunir sous le drapeau triomphant de la république. Mais au soin qu'il prenait de prêcher la concorde, on voyait toute l'étendue de ses inquiétudes. Nous ne tarderons pas à reconnaître qu'elles étaient bien fondées. Toutefois, à l'extérieur, la position du gouvernement était beaucoup meilleure; l'Espagne se trouvait sans point d'appui pour reconquérir son ancienne colonie; la clef du Mexique venait de lui échapper (\*).

(\*) Ce fut vers cette époque que le gouvernement mexicain porta ses regards sur l'exploitation des mines si négligées pendant les guerres civiles. Ces mines, pendant trois siècles, avaient fait la richesse du pays. L'hôtel des monnaies de Mexico avait fourni, de 1690 à 1803, suivant les calculs de M. de Humboldt, plus de 1,353,000,000 de piastres, et depuis la découverte de la Nouvelle-Espagne jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle probablement, 2,028,000,000 de piastres, à peu près les deux cinquièmes de tout l'or et l'argent qui dans cet intervalle ont reflué du nouveau continent vers l'ancien. Le produit de ces mines avait triplé en cinquante-deux ans et sextuplé en cent ans. Il était annuellement, avant la révolution, de 23,000,000 de piastres, ou près de la moitié des métaux précieux que l'on retirait chaque année des deux Amériques. Depuis 1810, ce chiffre avait singulièrement baissé; il ne présentait plus, de 1810 à 1821, qu'une moyenne annuelle de 9,348,730 piastres, à peu près 46,743,650 francs. L'année entière de 1821 n'avait donné que 5,916,000 piastres en or et en argent; mais dans les années suivantes, on obtint une amélioration successive. Les huit premiers mois de 1825 présentaient déjà un produit de près de 8,000,000 de piastres. Déjà, à cette époque, l'influence des compagnies étrangères qui s'étaient formées pour l'exploitation des mines se faisait

sentir. Nous avons déjà vu que l'Angleterre n'avait point attendu cette nouvelle circonstance pour répondre au vœu de son commerce et reconnaître la confédération mexicaine. Dès le 4 janvier, M. Canning avait fait savoir à toutes les puissances européennes que Sa Majesté Britannique s'était déterminée à nommer des chargés d'affaires auprès des États de Colombie, du Mexique et de Buenos-Ayres. Cet exemple d'une politique sage et prévoyante avait été suivi par le roi des Pays-Bas. La Suède et le Danemark, sans prendre aucune mesure diplomatique, ne montraient pas d'éloignement à se lier d'amitié avec les nations américaines, et l'on ne découvrait dans la conduite de l'empereur de Russie aucun symptôme d'hostilités contre les dernières révolutions du nouveau monde. La France, qu'on croyait, en 1823, fort mal disposée pour les nouveaux États d'Amérique, faisant céder une étroite politique de famille à ses véritables intérêts, venait d'envoyer à Mexico un agent confidentiel, sans caractère diplomatique, à la vérité. Ce premier pas dans une meilleure voie était

sentir. Elles possédaient de grands capitaux et employaient soit des machines à vapeur, soit des machines ordinaires, mais perfectionnées par la mécanique moderne. On comptait, en 1827, sept grandes compagnies anglaises, une allemande, deux américaines. Malgré les sacrifices énormes de toutes ces compagnies, le produit des mines exploitées par elles n'atteignait qu'à peine, en 1836, 18,000,000 de piastres. Il faut chercher la cause de ce faible résultat de tant d'efforts combinés dans l'état politique du pays toujours agité, dans cette série de révolutions intérieures exécutées à main armée, dans le peu de sécurité des travailleurs, souvent forcés d'armer de canons et de garder leurs mines comme des forteresses, de s'y exercer au maniement des armes, et de s'y défendre contre les pillards de tous les partis. Ajoutez à ces obstacles le peu de sûreté des transports et l'obligation de donner une escorte au moindre lingot d'argent, et l'on s'expliquera le peu d'empressement des capitalistes à fournir de nouveaux fonds, et le découragement des actionnaires à sortir de ces périlleuses entreprises.